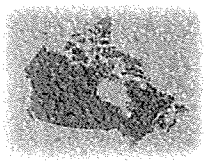
La réconciliation des politiques des langues officielles et du multiculturalisme



Robert Choquette
Professeur titulaire
au Département d'études
anciennes et des sciences
des religions
Université d'Ottawa

Depuis la première adoption de la Loi sur les langues officielles (1969) et de la Loi sur le multiculturalisme (1971), la situation socio-culturelle a beaucoup changé pour les trois parties intéressées, soit les Francophones, les Anglophones, et les communautés ethno-culturelles du Canada. Cette situation changée appelle une révision des politiques gouvernementales à ce sujet, ou du moins de leur interprétation dans le Canada de l'an 2000. Dans les paragraphes qui suivent, l'auteur brosse un tableau sommaire des principaux changements survenus, et critique certains aspects de la situation actuelle, entre autres les rapports réciproques entre les trois parties intéressées.

Des contextes changés

Depuis 1970, les Francophones du Canada ont changé à plusieurs égards. Tout d'abord, les Francophones du Québec ont nettement affirmé leur identité québécoise centrée sur le territoire de la province de Québec. Les Francophones des autres provinces ont pris conscience et sont reconnus pour avoir pris conscience de leur propre identité particulière, franco-ontarienne, franco-manitobaine et autres. Tous ces Francophones ont aussi affirmé leur identité canadienne, laquelle ne fut jamais en question à l'extérieur du Québec. Je crois qu'elle ne l'est plus, non plus, au Québec où la sécession aurait déjà eu lieu si la population le voulait.

Partout, la francophonie canadienne est plus menacée que jamais par les forces envahissantes de la langue anglaise. L'adversaire du français n'est plus un groupe de gens ou une institution quelconque tels les Loges d'Orange, les Églises protestantes, les catholiques anglophones, le gouvernement provincial de l'Ontario, de la Saskatchewan ou du Manitoba. En effet, l'adversaire du français n'a pas de visage ou d'adresse particulière; il s'agit d'une marée globale, d'une tache d'huile, d'une masse d'air de langue anglaise portée par la musique, le commerce, les communications électroniques, le tourisme, les publications, bref la globalisation. Et la globalisation parle anglais.

Le Francophone typique du Canada d'aujourd'hui est de fait bilingue (français et anglais), le reconnaît, et se valorise comme tel. Ainsi, le jeune Franco-



Ontarien se dit fièrement bilingue. La grande majorité des Francophones du Canada, non seulement au Québec mais aussi dans le reste du pays, ont maintenant accès à des écoles homogènes françaises dans des conseils scolaires de langue française, sont desservis par un ou des réseaux de radio et de télévision de langue française, ont droit à des procès en langue française, et jouissent d'un réseau culturel non négligeable composé de maisons d'édition, de programmes collégiaux et universitaires, de subventions artistiques, etc.

Cette francophonie canadienne s'est fragmentée et trop souvent balkanisée. Finis les beaux jours d'un Canada français homogène avec l'Église catholique, ou une poignée de ténors nationalistes québécois à la barre. Même les francophonies provinciales sont balkanisés, en Ontario français ou en Acadie par

En effet, l'adversaire du français n'a pas de visage ou d'adresse particulière; il s'agit d'une marée globale, d'une tache d'huile, d'une masse d'air de langue anglaise.

exemple, pour ne citer que ces deux cas. De plus, la francophonie canadienne est devenue multiculturelle, et le devient davantage à tous les jours. Pour



Dans le cas du multiculturalisme, il est entendu qu'à moyen ou à long terme, la solidarité culturelle d'origine se dissoudra en faveur de nouvelles identités canadiennes.

ma part, par exemple, j'entends le plus de français sur l'autobus à Ottawa de la part de gens avec un teint drôlement plus foncé que le mien.

Bref, la francophonie canadienne de l'an 2000 est toute différente de celle de 1969.

L'anglophonie canadienne a elle aussi beaucoup changé. Il lui reste peu de chose du bloc monolithique qu'elle constituait avant 1960. Les Anglophones ne se sentent plus menacés par le français au Canada, n'en déplaise à certains dinosaures, anglophones ou francophones. Un nombre croissant d'Anglophones connaît le français. Bon nombre vont même jusqu'à vivre et travailler en français. De fait, la langue a baissé de quelques crans dans l'échelle de valeurs des Anglophones du Canada. C'est dire qu'ils se fichent éperdument de la langue maternelle des autres, que ce soit le français ou l'italien.

Nous savons qu'un grand nombre de Canadiens anglophones se sont donné beaucoup de peine pour faire instruire leurs enfants en français. Comme plusieurs collègues, j'ai régulièrement des étudiants anglophones, entendez bilingues, dans mes cours à l'université. Aussi, les écoles d'immersion française en diverses provinces du Canada anglais abritent un grand nombre d'élèves, parfois en dépit de politiques scolaires défavorables.

Bref, le « maudit Anglais » traditionnel est devenu difficile à repérer au Canada.

Les communautés ethnoculturelles du Canada ont aussi changé depuis une trentaine d'années. D'abord, le nombre d'immigrants ou de nouveaux Canadiens dépasse de beaucoup ce que nous connaissions en 1960. J'ai grandi dans un Ottawa où les seuls visages noirs, jeunes ou bruns étaient ceux du personnel de certaines ambassades. On comprend qu'ils étaient rares. Aujourd'hui une bonne moitié, sinon la majorité des gens sur mon autobus ont des teints foncés ; et plusieurs sont francophones.

Ces nouveaux Canadiens francophones et autres réclament leur juste place sous le soleil canadien. Ces nouveaux Canadiens francophones ont souvent des priorités et des intérêts différents de ceux des Canadiens français « de souche ». Pendant que ceux-ci luttent pour des services sociaux et culturels en langue française, tels les écoles, les tribunaux, les hôpitaux, et les communications, ceux-là ont souvent accepté l'assimilation à la majorité, tout en réclamant des galeries d'art ou une aide communautaire moins axées sur les services en langue française. Reconnaissons que si les Francophones du Canada d'aujourd'hui sont beaucoup mieux servis sur pratiquement tous les plans, c'est grâce aux efforts soutenus, souvent acharnés, des Canadiens français de souche.

Néanmoins, nous savons que les institutions franco-canadiennes traditionnelles n'ont pas toujours accueilli ces Francophones immigrés avec les bras grands ouverts. Cette étanchéité des associations et des institutions, jumelée aux objectifs socioculturels différents des nouveaux Canadiens, a donné des associations et des mouvements culturels et sociaux distincts pour les deux groupes. Ça nous donna aussi un dialogue de sourds entre ces deux communautés francophones.

Remarques critiques et commentaires

Acceptons d'emblée que le but principal de la politique des langues officielles doit être maintenu, soit celui d'assurer le maintien et de promouvoir le français et l'anglais comme langues officielles du Canada. Reconnaissons aussi l'importance de favoriser l'intégration des nouveaux Canadiens au

Canada, y compris leur intégration collective comme communautés culturelles.

Reconnaissons aussi cependant, une différence fondamentale entre ces deux groupes. Les langues française et anglaise doivent être promues comme langues parce qu'elles sont les langues de la grande majorité des Canadiens, y compris des nouveaux Canadiens qui ne doutent pas de la nécessité d'apprendre au moins l'une des deux. La justification de cette politique est avant tout utilitaire; ce n'est que dans un deuxième temps qu'elle est historique.

À la différence de la politique de bilinguisme, la politique du multiculturalisme ne vise pas surtout la promotion de langues diverses, mais plutôt le renforcement de liens culturels d'origine chez divers groupes de nouveaux Canadiens. Dans le cas du multiculturalisme, il est entendu qu'à moyen ou à long terme, la solidarité culturelle d'origine se dissoudra en faveur de nouvelles identités canadiennes. C'est dire que les solidarités culturelles promues par la politique de multiculturalisme sont tenues pour transitoires. En effet, elles l'ont toujours été. Graduellement, elles céderont leur place à des solidarités et des identités canadiennes, francophones ou anglophones. Il en est de même pour certaines minorités francophones au Canada là où celles-ci sont en voie de disparition comme groupe linguistique.

L'application réussie de ces politiques différentes des langues officielles et du multiculturalisme exige que les regroupements de Francophones en milieu minoritaire deviennent plus représentatifs de toute la diversité francophone dans le Canada d'aujourd'hui. Un rapprochement s'impose entre les groupes de Francophones canadiens de souche et les groupes de nouveaux Canadiens francophones. C'est dire que les deux parties devront faire des compromis afin de s'entendre et d'adopter des projets et des stratégies communs. Sinon, les gouvernements pourront toujours tergiverser et jouer un groupe contre l'autre avec une stratégie de diviser pour mieux appauvrir tous les intéressés.

Reconnaissons aussi à cet égard, qu'une part importante des subventions accordées par l'État aux groupes francophones ou néo-canadiens va à une poignée de personnes, trop souvent les mêmes. Nous savons qu'il y a une industrie de la subventionnité, dirigée par des gens qui sont passés maîtres dans l'art de demander et d'obtenir des fonds, lesquels fonds ne sont pas toujours dépensés au plus grand bénéfice des contribuables intéressés. Cette situation abusive est souvent devenue la norme dans trop de groupes de pression qui quémandent et vivent à même les fonds publics, que ce soit les mouvements d'autochtones, de féministes, de Francophones, ou de néo-Canadiens. On se paye des administrateurs, des bureaux, des voyages, des frais de séjour, des consultants, et un rapport annuel. Nous connaissons tous certaines personnes qui font carrière de la sorte aux crochets de Sa Majesté. Il est loin d'être évident que les citoyens supposément bénéficiaires soient même conscients de cette mini-société marginale. Malheureusement, un trop grand nombre de Francophones en milieu minoritaire, je dirais la majorité, reste tout à fait ignorante tant de l'existence que des bénéfices des programmes linguistiques ou culturels subventionnés par les gouvernements en leur nom.

Enfin, j'ajoute qu'il serait utile de rappeler à tous les intéressés, et en particulier aux représentants des groupes ethno-culturels et linguistiques, que dans ce beau pays que nous avons reçu en partage, qu'il y des valeurs qui sont plus importantes que la valeur linguistique ou ethnique. Non pas que je veuille déprécier la langue ou l'ethnie. Au contraire! Néanmoins, à écouter certains porte-parole de ces groupes, l'existence de la personne humaine, pour ne pas dire du pays ou de la civilisation, dépend directement de l'obtention ou du refus d'une subvention ou l'autre. Il faudrait rappeler que quelque 90 % des Canadiens (recensement de 1991) se disent toujours croyants en des réalités spirituelles qui dépassent largement en importance l'horizon parfois étriqué de nos prophètes et prédicateurs linguistiques et ethniques. Un tel rappel permet de remettre les pendules à l'heure, de souligner que plusieurs des valeurs les plus importantes des Canadiens ne font pas l'objet de programmes ou de subventions gouvernementaux.

Par conséquent, la planète continuera à tourner sur son axe, même si certains changements sont apportés à certaines politiques gouvernementales, ou à leur interprétation. De plus, les Francophones ou néo-Canadiens que prétendent représenter les porte-parole des divers lobbies ont une richesse et une profondeur, à la fois individuelle et collective, qui dépassent largement un programme gouvernemental ou l'autre, quel qu'il soit. ■

Il serait utile de rappeler à tous les intéressés, et en particulier aux représentants des groupes ethno-culturels et linguistiques, que dans ce beau pays que nous avons reçu en partage, qu'il y des valeurs qui sont plus importantes que la valeur linguistique ou ethnique.